

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Section des problèmes économiques
généraux et de la conjoncture

TC/NG
65/Sec.9

CE DOCUMENT D'ORDRE INTERIEUR NE PEUT ETRE NI DIFFUSE NI PUBLIE

CROISSANCE ET ENVIRONNEMENT

ANNEXE

au

PROCES-VERBAL

de la réunion du

JEUDI 19 JANVIER 1995

AUDITION

de

**Monsieur Alain LIPIETZ,
Chercheur au CEPREMAP**

M. le **PRESIDENT**.- Nous allons procéder à l'audition de M. LIPIETZ, qui appartient au groupe des X-Ponts, directeur de recherche à la fois au CNRS et à Paris-Jussieu.

Par ailleurs, vous enseignez dans un certain nombre d'institutions. Vous êtes l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages dans lesquels on se rend compte que l'audace est une de vos préoccupations et préconisations essentielles. Je vous en félicite, mais je pense que vous avez peu de chance d'être entendu par les politiques. Je vous donne tout de suite la parole.

M. LIPIETZ.- Pour aborder ce sujet extrêmement difficile et embrouillé, celui des rapports entre l'économie et l'environnement, je vais reprendre le plan que nous a très gentiment proposé M. LEPAS, représentant du CNPF à la Commission du plan. La commission s'appelait "*Croissance, qualité de la vie et environnement*" et, dans les passes d'armes entre M. LEPAS pour le CNPF et les écologistes, dont moi-même, dans cette Commission du plan, il disait qu'il existait trois niveaux de confrontation.

"Premier niveau (nous disait-il) : vous revendiquez une amélioration de la qualité des produits et, sur cela, nous tomberons d'accord parce que c'est une obligation qui deviendra de plus en plus une obligation dans la concurrence, et nous demanderons pour cela une aide au gouvernement.

Deuxième niveau : vous essayez, par des taxes, par des règlements, d'infléchir la direction de la croissance ou de freiner le développement de certains secteurs. Nous protesterons, nous CNPF, mais nous savons qu'à terme ce n'est pas bien grave. Il s'agit d'un redéploiement vers de nouvelles branches, qui nous sera imposé et finalement nous nous y retrouverons.

Puis il y a un troisième niveau sur lequel nous n'arriverons jamais à nous entendre : quand vous chercherez à ralentir la croissance au nom du temps libre, au nom du "*ne rien faire*", parce que, là, nous ne pouvons rien y gagner".

C'était parfaitement mettre au net l'ensemble de la question et je me permettrai donc de reprendre son plan tout simplement. Je suis à peu près totalement d'accord avec lui, peut-être moins brutal sur certaines formulations.

Tout d'abord, que va-t-il se passer ? On va commencer par le chantier de la qualité, de la recyclabilité des produits, de la qualité phytosanitaire des aliments, de la diminution de la quantité de déchets par mètre cube d'objets utiles. Toutes ces choses -sur lesquelles les mouvements de consommateurs, avant même les écologistes, ont commencé à émettre des protestations- ont fini par se traduire en termes de réglementation grâce à la vogue écologiste.

Comme le reconnaissait le représentant du CNPF, de toute façon, indépendamment des réglementations, cela se traduit d'ores et déjà par une pression de concurrence. Du simple fait que les autres entreprises, notamment les industries allemandes et d'Europe du Nord, satisfont à ces réglementations, comme la clientèle souhaite que les industriels s'y adaptent, en fonction d'une certaine mode du respect de l'environnement, eh bien, il va falloir que tout le monde y passe et il serait vain d'essayer de résister aux pots catalytiques, à la diminution et au recyclage des emballages, etc.

M. LEPAS souhaitait que l'Etat aide l'industrie à s'adapter. Il ne s'agit pas seulement d'une aide financière. Coordonner, simplement par des réglementations, cette adaptation peut être une bonne solution. L'Etat a le choix entre plusieurs solutions quand il veut orienter l'industrie. Il peut le faire soit par le marché, soit par la réglementation, avec des formules intermédiaires, qui sont les taxes appelées écotaxes. La réglementation est particulièrement adaptée dans un cas : quand on attend beaucoup d'économies d'échelle. Le progrès technique est possible, mais il ne devient peu coûteux que si tout le monde l'adopte. S'il existe, par exemple, une nouvelle possibilité de construire des parois plus isolantes dans les logements pour faire des économies d'énergie, et si seulement certains clients finaux ou promoteurs demandent ces parois isolantes, elles seront très chères, car on ne va pas les produire en grande série. Mais si une réglementation stipule que le coefficient d'isolation thermique des bâtiments, à partir de telle date, est de tant, et qu'il faut construire les parois de cette façon-là, alors le prix des parois s'effondre vertigineusement. C'est tout bénéfice, aussi bien pour le client final que pour le constructeur de l'édifice.

Dans les cas où il s'agit d'adapter des nouvelles normes, on les affiche le plus tôt possible, quitte à financer de la recherche et développement pour aider l'industrie à s'y adapter rapidement, et plus tôt les économies d'échelle se manifestent, plus vite tout le monde en profitera. Mais vous voyez qu'on est resté dans le domaine du système des branches tel qu'il existe aujourd'hui. Simplement, on exige, dans certaines branches, voire dans toutes, de nouvelles qualités, de nouvelles normes, etc.

Prenons par exemple le secteur de l'emballage, qui semblerait avoir à souffrir d'une réglementation interdisant ou taxant l'excès d'emballages. Il est bien évident que tout un énorme volume d'emballages jetables, qu'auparavant on déposait ou que l'on brûlait, va disparaître. On peut dire que, pour l'industrie du papier-carton, c'est une catastrophe.

Mais, le recyclage étant appelé à se développer dans le même temps, les industries du recyclage ou du traitement des déchets vont devoir s'adapter. Elles ne feront plus exactement la même chose, mais on peut supposer que, véritablement, le volume de leur activité va rester identique, voire augmenter, tout en se transformant, passant d'une récupération vulgaire à des activités beaucoup plus sophistiquées de recyclage.

Dans le deuxième champ d'affrontement que distinguait M. LEPAS, l'affrontement sera plus brutal. Les écologistes vont dire : "Vous n'allez plus pouvoir faire ainsi, on va mettre des écotaxes pour empêcher ou freiner la croissance de tel ou tel secteur. Mais, Monsieur LEPAS, reconnaissez que, comme la valeur d'usage finale la plus profonde, à laquelle correspondait ce secteur, va demeurer, cela va simplement provoquer un déplacement de l'activité vers de nouvelles branches".

Sur ce sujet, on peut comparer un peu avec les lois sociales qui se sont développées à partir des années 30. On a obligé le patronat à payer davantage la force de travail, mais les salariés sont devenus les consommateurs des produits, et cette consommation le principal champ d'expansion du capitalisme d'après-guerre.

En France, on est arrivé rapidement à ce que, dans le partage de la valeur ajoutée nationale, du produit national net, 70 % soient alloués globalement aux salaires et 30 % aux revenus de la propriété. Avant-guerre, c'était l'inverse - comme dans un pays sous-développé tel le Brésil : 30 % pour le salaire et 70 % pour les revenus de la propriété. Ces 70 % qui sont allés aux salaires ont constitué la demande effective, la demande agrégée, pour l'automobile, les biens d'équipement

du logement, le logement lui-même, autant d'industries qui ont porté la croissance de l'après-guerre.

On peut supposer qu'une victoire de l'écologie, analogue aux conquêtes sociales des années 1930 à 1940, aboutirait à une même restructuration globale de ce que seront les branches porteuses du début du XXIème siècle. On pense en particulier à ce que serait une révolution des transports pour limiter la dérive de l'effet de serre : limitation drastique de l'utilisation de la voiture individuelle en ville, non seulement par l'encouragement de la réglementation, mais même par une hausse du prix du carburant, la mise en place de péages urbains comme on en voit à Stockholm ou à Singapour.

Il est évident que cette décroissance de l'automobile en ville s'accompagnerait d'une expansion des transports en commun. Même chose en ce qui concerne une limitation très stricte de l'utilisation des camions dans les transports interurbains : cela s'accompagnerait d'une croissance du ferro-routage, etc.

Ce n'est pas, comme on le voit, un affrontement entre l'écologie et le monde industriel, mais entre l'écologie et une partie de la branche automobile, pour le plus grand profit de l'électromécanique qui fabrique les tramways et les trains. Le BTP, pour sa part, aurait simplement à construire des tunnels au lieu d'autoroutes. Cela ne changerait pas énormément la structure générale de la société, mais peut-être assez significativement le rapport de forces entre les différentes branches de l'économie.

Cela dit, il y aura des criaileries, les intérêts en place s'opposeront très vigoureusement à une telle reconversion, les lobbies se déchaîneront, mais du point de vue du monde industriel pris globalement, cela ne représente qu'une reconversion, sans plus. Mais ce sera déjà énorme et extrêmement difficile à réaliser, il ne faut pas se voiler la face.

Le troisième niveau est cette fois plus problématique. Il s'agit d'une réorientation beaucoup plus globale de la civilisation, qui consisterait à dire : "Aujourd'hui, les gains de productivité qu'engendrent le travail humain, la meilleure utilisation des nouvelles technologies, et surtout l'utilisation de nouvelles techniques pour mobiliser la ressource humaine, tels que les cercles de qualité, les cercles de productivité, etc., contrairement à ce qui s'est passé dans les années 1950, 60 et 70, ne serviront plus à produire de nouvelles marchandises, ni à satisfaire une demande infinie pour toujours plus de consommation, mais à réduire le temps de travail et à créer plus de temps libre."

Beaucoup d'arguments militent en faveur de cette réorientation. D'abord, l'emploi. Vous savez que la réduction de la durée du travail, aussi bien dans les modèles économétriques que dans l'exemple de l'Allemagne, est de très loin l'outil principal pour lutter contre le chômage.

Ensuite, il y a un argument d'environnement, qui consiste à dire : "Au lieu de polluer d'abord et de dépolluer ensuite, pourquoi ne pas s'abstenir de polluer et utiliser les gains de productivité pour dégager du temps libre pour les activités non polluantes, telles que la planche à roulettes, le théâtre, la lecture ou autres activités domestiques ?"

Cette réorientation de la civilisation est une solution beaucoup plus radicale au problème de la pollution. Le monde des entreprises peut se dire que cela ne va plus du tout, parce qu'au cycle "produire et polluer" pouvait être avantageusement substitué un cycle "produire, polluer et dépolluer", alors que

l'abstention de produire et polluer leur fait perdre des deux côtés : il n'y aurait plus ni le plaisir de polluer ni celui de dépolluer, ni les profits qui vont avec.

Là, il faut élever le débat. D'abord, selon la formule de Molière, "il faut produire pour vivre et non pas vivre pour produire". Si l'appareil industriel doit se réadapter à un taux de croissance plus faible afin de nous laisser plus de temps pour vivre, que l'on pollue moins et donc qu'on ait moins à dépolluer, je crois que du point de vue social, nous n'avons pas à nous en alarmer.

Mais je crois surtout qu'il faut avoir un point de vue plus géostratégique. Un des grands arguments qui milite pour que le nord du monde, les pays capitalistes développés, s'oriente vers des modèles centrés sur la croissance du temps libre, est que les crises écologiques globales vont nous obliger, d'une certaine façon, à partager la localisation de la croissance.

Vous savez qu'un des grands débats de la Conférence de Rio a porté sur la limitation de l'effet de serre, et que la Conférence des Parties doit avoir lieu dans les mois qui viennent, je crois en mars. Les pays capitalistes développés s'y sont engagés à revenir, en l'an 2000, au niveau de dégagement du gaz carbonique de 1990. Cela, dans un projet qui, bien entendu, consiste à revenir, vers 2040, à un niveau nettement inférieur.

On estime qu'il y aura alors environ 10 milliards d'êtres humains, qu'ils *auront droit* chacun à 500 kilos de carbone dans l'atmosphère. Nous en sommes, en France, à 2 000 kilos, nous aurons à diviser par quatre cette production de gaz carbonique en cinquante ans. C'est accessible. C'est plus difficile pour les Etats-Unis. Mais les pays du Sud ont le droit de croître, le Bangladesh en est par exemple à 60 kilos.

Il faudra opérer un transfert de la partie la plus pondéreuse de l'activité productrice, celle qui transforme la matière, vers les pays du Sud. Il faudra une réaffectation, probablement géographique, massive des activités industrielles, au sens XIX^e siècle du terme, vers les pays du Sud, de façon à réaliser un certain partage de ce droit à polluer, que nous avons. La biosphère est capable de recycler une grande partie du gaz carbonique, simplement nous sommes très au-delà de ce qu'elle peut faire.

Si nous nous orientons vers un tel partage Nord-Sud, il est évident que le Nord devra adopter des formes de développement beaucoup plus immatérielles, centrées sur la croissance du temps libre, et c'est vers le Sud que s'orientera la croissance matérielle quantitative. Je crois que le monde industriel devra s'y adapter. Quand bien même il n'aurait pas cette ressource, les exigences sociales et les exigences environnementales nous imposent de toute façon cette reconversion.

Il est urgent pour le monde des affaires de se rendre compte que, puisque c'est quasiment une nécessité de civilisation et de géostratégie, il est préférable de le savoir et de s'y préparer, aussi bien en termes de localisation de la production que d'orientation encore plus profonde des "restructurations de niveau deux" dont j'ai parlé à l'instant. Il est tout à fait possible d'envisager un repartage, de nouvelles motivations pour l'activité économique.

Je prends simplement l'exemple social évoqué tout à l'heure. Quand on est passé de 70 % pour le profit, ce qui est toujours le cas au Brésil, à 70 % pour les salaires, ce qui est le cas depuis les réformes des années 1940, a priori, cela pouvait représenter une baisse de la motivation d'investir qui, si on en avait parlé dans les années 30, aurait paru une catastrophe.

Quelques économistes, rares, comme Keynes, avaient annoncé que, finalement, ce ne serait pas si mal, que l'économie tournerait beaucoup plus rond et que tout le monde s'y retrouverait. C'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, on a renoncé à ces recettes keynésiennes et l'économie tourne beaucoup moins rond. Il vaudrait mieux discuter aujourd'hui des avantages que nous donnerait un modèle de développement fondé sur la croissance du temps libre, ce qui, certainement, ralentirait l'accumulation dans nos pays.

Je crois que les avantages sont nombreux : avantages de civilisation pour tous nos concitoyens, avantages sociaux, moins de chômage, une vie beaucoup moins stressée, ce qui entraînerait vraisemblablement une diminution des coûts périphériques comme celui de la santé.

Au point de vue macroéconomique, c'est s'orienter vers une forme d'économie moins exposée à la concurrence internationale car quelqu'un qui consomme moins, sauf du temps libre, présente un coefficient d'importation nécessairement moins dangereux. Cela permettrait donc de mieux maîtriser la coexistence des économies nationales devant équilibrer leur balance commerciale dans un monde internationalisé.

Il existe une série de stabilisateurs macro-économiques, qui apparaissent en même temps qu'une lutte pour un modèle fondé sur la croissance du temps libre. Dans ce troisième niveau, comme dans les deux premiers, et contrairement à ce que pensait le représentant du CNPF, je crois qu'il est possible de trouver un accord entre les différentes parties.

C'est justement cet accord entre les différentes parties, qui ne sera pas obtenu sans luttes, sans criaileries, sans négociations, sans contreparties de part et d'autre, sans indemnisations, que l'on a pu appeler le *modèle de développement soutenable*. Il faut bien se rendre compte que cette idée, qui a été lancée par Mme BRUNDTLAND en conclusion d'un de ses rapports commandés par l'ONU, est plus une question qu'une réponse. C'est un concept englobant l'ensemble des réponses possibles à une question qui est à peu près dessinée mais dont les réponses sont encore à trouver.

Ce développement soutenable pourrait être défini comme un développement qui satisfait aux besoins d'aujourd'hui, sans compromettre les besoins et les exigences des générations futures, et j'ajouterai plus généralement : de la vie sur la planète, parce qu'il existe d'autres espèces que l'on pourrait être amené à protéger.

Je crois que ce développement soutenable n'est pas nécessairement interdit au monde des affaires, à la fonction capitaliste ou à l'industrie. Simplement, il appellera de très profondes mutations, peut-être même dans les critères de gestion, et pas seulement dans le contenu sectoriel de l'activité. Mais, dans l'enveloppe de ce que l'humanité est habituée à faire depuis quelques siècles, ce sera une mutation importante, mais ce ne sera pas la fin du monde.

Par contre, si nous ne prenons pas ce tournant, cela peut être la fin du monde. Cela peut être une crise de l'ampleur de celles que nous avons connues en Europe à la fin du XIV^{ème} siècle et jusqu'au début du XVI^{ème}, ou un certain modèle de développement agraire a conduit à une fragilité telle que la grande peste a détruit les deux tiers de la population européenne. Il a fallu changer complètement les formes de production, les techniques et les formes de propriété pour s'en sortir. Aurons-nous besoin d'une mutation d'une telle importance pour nous y adapter ? Je ne pense pas que cette commission pourra trancher sur ce sujet.

Cela dit, l'adaptation reste nécessaire et nous pouvons donner des recommandations permettant que l'adaptation se fasse de la façon la moins douloureuse possible à ce défi majeur posé à notre civilisation.

M. le PRESIDENT.- Merci beaucoup. Je pense que votre exposé va susciter de nombreuses questions de la part de mes collègues. Je voudrais moi-même, Monsieur LIPIETZ, faire d'abord une remarque sur vos 70 et 30 %. Je ne connais aucun système, quel qu'il soit, qui se propose d'industrialiser un pays quelconque et de promouvoir le développement économique, qui puisse se passer de la phase initiale d'accumulation capitaliste.

Le décollage n'est possible que si on commence par 70 et 30 %. Et après on change. Mais nulle part, pour un pays qui se développe, qui veut se développer et qui réussit à se développer, on n'a réussi à éviter cette phase initiale.

Un deuxième point, dans votre exposé, amène ma question. Bien sûr, l'automobile est considérée comme un élément particulièrement polluant. On veut faire l'impossible pour éviter l'accroissement de cette circulation automobile et on souhaiterait même la diminuer. Le seul ennui, dans ce type de raisonnement, est qu'on ne demande pas aux intéressés ce qu'ils en pensent. Or, je suis obligé de constater que l'automobile, pour tout le monde, dans tous les pays, est un élément déterminant de l'indépendance individuelle et les gens ne sont pas disposés à se passer de cette commodité, quoi qu'il arrive.

Alors, pour moi, la préoccupation essentielle est de ne pas faire le bonheur des gens malgré eux, mais de leur demander ce qu'ils pensent de ce qu'on leur propose, de se ranger à leur avis et finalement de pallier les inconvénients des désirs forts, exprimés par tous les individus qui peuplent notre planète.

Je considère, quant à moi, que plutôt que d'empêcher la circulation automobile, ce qui serait déterminant pour parvenir aux fins que nous nous proposons tous est un contrôle des naissances, infiniment plus efficace que celui que nous connaissons à travers le monde. C'est un élément totalement déterminant, qui résoudrait un grand nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Le plus grand pays du monde, d'ailleurs, s'est engagé résolument dans cette voie puisque, vous savez qu'en Chine on n'a le droit d'accoucher qu'une seule fois. On ne limite pas le nombre d'enfants mais on n'a le droit d'accoucher qu'une fois. Si vous en avez cinq, tant mieux, vous avez une famille nombreuse. Si vous en avez un il n'y en aura pas un deuxième.

M. LIPIETZ.- Sur le "après on change", c'est un souhait pour le Brésil. Nous ne sommes plus concernés.

Passons à l'auto. Je crois d'abord que ce que les gens pensent est essentiellement dépendant de ce qui leur est offert. Personnellement, je considère que, quand on m'oblige à prendre l'une de mes deux automobiles -vous voyez que je ne suis pas dogmatique-, pour aller dans Paris parce que je dois amener un paquet ou quelque chose de ce genre, j'estime qu'on me vole deux heures de ma vie et je suis furieux. Quand je viens de ma banlieue dans Paris, je prends un transport en commun, je lis à l'aller et au retour.

Donc, l'auto c'est très bien quand on a un chauffeur. Je ne suis pas sûr qu'un bon système de transport en commun dans lequel on peut lire, écouter de la musique avec un walkman ne puisse pas remplacer une voiture. Ce que les gens en

pensent dépend largement de l'offre. Le tramway de Strasbourg a été sous-dimensionné dès qu'il a été ouvert, parce que tous les modèles et les sondages d'opinion donnaient 20 000 clients par jour et, dès les premiers jours, il y en a eu 30 000 parce que les gens, voyant ce que c'était, se sont rués dessus, alors qu'ils avaient dit ne jamais vouloir l'utiliser.

L'indépendance individuelle, pour l'automobiliste, c'est essentiellement l'interurbain, pour les vacances... Je n'en ai même pas parlé. J'ai tout ciblé sur la question de l'automobile urbaine et du camion interurbain. C'est cela le véritable problème.

Maintenant, passons au contrôle des naissances.

Au début je me suis demandé, limiter les naissances de qui ? des automobiles ? Evidemment, on est retombé sur la question du contrôle des naissances des humains. Je crois très franchement, monsieur le Président, que vous tombez dans ce qu'on a pu appeler le syndrome du capitaine Haddock. Vous avez peut-être lu "On a marché sur la lune" ?

M. le **PRESIDENT** - J'ai sept enfants.

M. **LIPIETZ**. - Alors vous connaissez "On a marché sur la lune". La première fusée lunaire part pour la Lune. On a interdit au capitaine Haddock de fumer la pipe parce que l'oxygène est limité, puis, au fur et à mesure que l'expédition avance, on voit surgir du fond des soutes les Dupont et Dupond, le colonel Baxter, etc. Je ne me rappelle plus très bien, je n'ai pas assez de petits-enfants pour me remettre à jour. Je crois que trois ou quatre passagers clandestins apparaissent. Le capitaine Haddock est furieux et dit : "On m'a empêché de fumer la pipe et ces gens-là, qui n'étaient pas prévus, viennent me prendre mon oxygène. Il faut les abandonner sur une étoile déserte, et comme cela je pourrai fumer ma pipe".

Nous avons tendance, nous autres nord-occidentaux, qui sommes le point d'aboutissement d'une civilisation où on a pu fumer la pipe pendant des siècles, c'est-à-dire couper nos forêts, brûler tout le charbon de notre sous-sol - à dire : "C'était possible jusqu'à maintenant, mais l'atmosphère est saturée, alors les générations qui arrivent, en particulier dans les autres pays, n'ont qu'à s'abstenir de faire des enfants et tout ira pour le mieux."

C'était la position défendue notamment par quelques touristes de la conférence de Rio, monsieur Cousteau étant d'ailleurs un des représentants de cette position. Cela a failli être la position de Mme le Ministre de l'Environnement français, qui, en plus, arrivait enceinte, au huitième mois de son quatrième enfant. Vous imaginez comme elle aurait été bien reçue dans ces pays où elle venait prêcher la modération en termes d'enfants.

Immédiatement, la réponse cinglante du tiers monde s'est développée de façon foudroyante : un enfant du Niger consommant cent cinquante fois moins qu'un enfant des Etats-Unis, si le but de la manœuvre est de diminuer la pollution mondiale, il est beaucoup plus efficace d'interdire totalement aux femmes américaines d'avoir des enfants et laisser les femmes nigériennes avoir leurs cent cinquante enfants. C'est strictement équivalent du point de vue de la pollution.

Je crois qu'il faut être sérieux. Il y a d'excellents arguments et Mme Ségolène ROYAL, sous la pression de ses conseillers sur place, avait instantanément compris qu'il fallait parler de contrôle des naissances en cas de crise écologique locale, ce qui est différent d'une crise mondiale.

Les crises locales sont celles où les coupables, si j'ose dire, sont en même temps les victimes. Les civilisations coupables sont les civilisations victimes : ainsi la désertification, l'érosion par surpâturage, le déboisement quand les femmes tanzaniennes vont glaner le bois de plus en plus loin pour faire leur cuisine. D'une part, elles doivent aller de plus en plus loin et, d'autre part, le couvert végétal disparaît avec tous les effets que cela peut avoir. Là, c'est une crise écologique locale.

Pour ces raisons, il est bon de contrôler les naissances. Bien entendu, le droit des femmes à disposer de leur corps, dont nous fêtons ces jours-ci le vingtième anniversaire en France, est un argument suffisant. Mais du point de vue de la crise écologique globale, il faut toujours se souvenir que la pollution globale est le produit du nombre d'individus multiplié par la pollution de ces individus, qui elle-même n'est pas forcément liée à une consommation finale.

C'est un point sur lequel je n'ai peut-être pas assez insisté. Il y a, entre un besoin final satisfait, par exemple se chauffer, se déplacer, puis la technique par laquelle on y arrive, une marge qui est toute l'orientation technique. La femme tanzanienne utilise pour sa cuisson trente fois plus d'énergie que la femme japonaise. Ce n'est pas parce que celle-ci mange des sushis. Comme la Tanzanienne, elle cuit beaucoup. Simplement, elles utilisent des techniques différentes. Offrir aux Tanzaniennes des fourneaux plus efficaces permettrait, pour une somme très modique - un rapport des Nations unies propose de mettre au service des femmes du tiers monde des fourneaux plus efficaces, pour 5 millions de dollars par an - de diminuer des deux tiers la consommation d'énergie d'un milliard d'êtres humains dans le tiers monde, ce qui permettrait de lutter, pour une somme modique, contre l'effet de serre.

C'est un peu la même chose pour notre propre civilisation. On cherche à se déplacer, à aller voir nos amis. On ne cherche pas à utiliser des automobiles. Si nous avons une offre technique qui remplit le même besoin, nous aurons moins d'automobiles en ville. Je prends mon automobile essentiellement pour aller au cinéma, le soir tard. Si les métros étaient aussi cadencés le soir que dans la journée, je ne prendrais pas ma voiture. Que cherche-t-on à satisfaire, quel besoin ? Ensuite on cherche la technique la moins bruyante et la moins polluante qui permette d'y arriver.

M. FITERMAN, rapporteur. - Je poserai une ou deux questions d'ordre plus général, plus abstraites, que les vôtres, Monsieur le Président.

La première approche de ces questions d'environnement est une approche en termes d'intentions, j'allais dire de bonnes intentions, mais sans être péjoratif, et en termes de coût pour la collectivité. Vous avez d'ailleurs fait, vous-même, un parallèle entre le social et l'écologie dans votre exposé. N'y a-t-il pas débat sur les bases mêmes qui justifient ces coûts ?

D'abord, en parlant des justifications globales, vous avez évoqué l'effet de serre. Il y a un certain nombre de phénomènes dont l'observation a été faite dans la période historique écoulée, mais qui font débat et dont l'existence même est parfois contestée, ou dont les effets sont contestés. C'est vrai pour l'effet de serre lui-même, pour l'énergie ou les ressources énergétiques et leur renouvellement sous des formes nouvelles. Alors, comment aborder cela en termes de coût, puisque l'objet même de notre étude est le rapport entre le développement, la croissance économique d'une part et la prise en compte de l'environnement d'autre part ?

L'économie a besoin de données précises, de chiffres. Existe-t-il aujourd'hui des outils d'évaluation et de pilotage ? Peut-on conduire aujourd'hui à cet égard une politique, une stratégie qui associent bien les deux exigences de ces données que nous étudions, ou est-ce encore de l'ordre du pari pascalien ? C'était ma première question.

L'autre est liée à cette première question. J'ai, en ce qui me concerne, sans être un spécialiste, des idées, des intuitions ou quelques lectures. N'y a-t-il pas une évolution des choses telle qu'on peut raisonner, non plus uniquement en termes de coût et de contrainte sur l'économie de la prise en compte des exigences environnementales, mais au contraire en termes d'apport, voire de compétitivité ?

A propos du redéploiement vers d'autres branches d'activité, vous avez parlé de reconversion, mais j'ai cru comprendre à effet nul et cela me laisse un peu sur ma faim. Est-ce que, sous l'effet d'un certain nombre de facteurs, comme la raréfaction, même momentanée, de certaines ressources énergétiques, ou le besoin de rationalisation de certains choix, il n'y aurait pas un effet de compétitivité dans la prise en compte des exigences environnementales sur l'économie, c'est-à-dire une sorte de retournement de la contradiction initiale ?

M. LIPIETZ.- Tout d'abord je répondrai à la première question, sur les bonnes intentions et le coût pour la collectivité. Vous avez tout à fait raison de dire qu'il y a quand même un problème de bonnes intentions. Après tout, rien ne nous oblige à prendre en compte les intérêts des générations futures. Vraiment rien. C'est plutôt une nouveauté dans nos civilisations.

Dans les modèles de développement fondés sur la conquête, tels ceux à l'origine de notre civilisation, avant même l'histoire des 30 et 70 %, on ne produisait pas, on allait piller le voisin, c'était beaucoup plus simple. Tous les modèles, qui inspiraient Assour, Babylone, etc, ont été fondés sur un peu d'agriculture chez soi et le pillage du voisin. Quand on a dit : "Tu ne tueras point, ce n'est pas la bonne façon de se développer", on a commencé à penser que chaque génération de chaque Nation devait assurer ses propres moyens d'existence.

On est en train d'inventer des "bonnes intentions", nouvelles : on commence à se dire qu'il faut en plus laisser les moyens aux générations futures d'assurer leur existence. C'est comme cela que s'introduit le débat sur l'effet de serre ou celui sur les déchets. Auparavant, c'était la question des matières premières, de l'énergie. Dès le XIX^e siècle, on commençait à se demander si l'Angleterre pourrait survivre à l'extinction de ses mines de charbon. Des rapports avaient été faits à la reine Victoria sur cette question.

Il ne faut pas oublier que, pour un Etat, ces "bonnes intentions", même si c'est relativement nouveau de les poser en ces termes, ont toujours existé. Quand l'Etat avait une conception patrimoniale de ses devoirs, notamment sous la monarchie française, on plantait des forêts pour avoir de quoi faire une marine de guerre deux, trois ou quatre générations après. Les chênes de la forêt de Fontainebleau étaient destinés par les fonctionnaires royaux à être utilisés au milieu du siècle suivant.

L'idée de solidarité entre générations et celle du devoir d'Etat de prendre en compte ce que vous appelez des bonnes intentions, c'est-à-dire l'idée de protéger les intérêts de la génération future, sont très importantes. Et je pense qu'on a régressé avec le calcul économique. Celui-ci prend en charge le futur par le taux d'actualisation. Or le "taux d'actualisation" est totalement inadapté ici.

Un exemple : les études faites aux Etats-Unis et des déclarations de leur conseiller économique principal pour la négociation climat, M. William NORDHAUS. M. NORDHAUS prenait le coût pour les Etats-Unis, en 2040, d'une certaine dérive moyenne de l'effet de serre pronostiquée par les géophysiciens, estimée à 3 degrés, et il calculait de combien cela diminuerait le PNB des Etats-Unis en 2040.

Les effets se feraient sentir essentiellement dans l'agriculture. Il utilisait des études d'agronomes, il actualisait cette perte en 2040 pour l'année 1990, puis disait : Si les gens de 2040 perdent cela, combien est-il raisonnable de payer en 1990 pour l'éviter ? L'écotaxe en résultant était de quelques centimes par baril de pétrole, autant dire qu'il ne fallait rien faire.

Il considérait implicitement que c'étaient les mêmes individus qui vivraient en 2040 et en 1990 et que, donc, ces gens, au nom de leur préférence pour le présent de 1990, avaient le droit de sacrifier la génération de 2040, ce que ne faisaient pas les fonctionnaires royaux qui faisaient planter la forêt de Fontainebleau.

Quand il faut choisir entre deux techniques, le calcul de l'actualisation, on ne peut pas le nier, est encore la meilleure solution. Mais le calcul du taux d'actualisation, clef de voûte de la planification à la française et même de l'existence même du Conseil économique et social, ne peut pas s'appliquer dans l'intergénérationnel car cela voudrait dire que nous traitons les générations suivantes comme si c'était nous-mêmes, non pas d'un point de vue altruiste, mais uniquement sous l'angle du sacrifice du futur.

Quand vous dites : "Je préfère deux francs aujourd'hui dans ma poche qu'un franc demain", c'est bien vous qui avez les deux francs aujourd'hui et un franc demain. Mais si c'est vous qui avez deux francs aujourd'hui et quelqu'un d'autre qui aura un franc demain, je ne pense pas que vous ayez le droit de faire ce raisonnement. C'est pourtant ce qui est fait dans le calcul d'actualisation entre deux générations.

Donc, les "bonnes intentions" consistent simplement ici à dire : Les générations suivantes ont des droits, et le gouvernement, l'Etat, a le devoir de s'en préoccuper. Evidemment, cela représente un coût pour la collectivité présente. Il faut voir d'un point de vue conceptuel quelle est la nature de ce coût. Cela ne consiste pas à dire que, brutalement, les gens vont se mettre à dépenser plus pour défendre leurs enfants et petits-enfants, mais qu'ils vont se mettre brutalement à compter un coût dont ils ne tenaient pas compte jusqu'à présent.

Quand on pillait, en quelque sorte, le patrimoine qu'on devait léguer à la génération future, on ne comptait pas le coût. L'environnement jusqu'à présent ne coûtait rien. Un comptable aurait dit : "Pollution, donc destruction du capital ou du patrimoine laissé à la génération future, égale tant, à passer aux profits et pertes". Voilà comment un bon comptable aurait dû faire le travail.

Et brutalement, on dit : "Vous n'avez plus le droit. Vous êtes obligés, si vous avez détruit une partie du capital naturel à léguer aux générations futures, de le reconstituer". C'est ce qui est nouveau. La prise en compte de cette bonne intention aboutit à un coût pour la collectivité, qui lui interdit de gaspiller le patrimoine à laisser aux générations futures. Le calcul de ce coût doit être fait et va se poser le problème de son évaluation. Combien faudrait-il aujourd'hui pour reconstituer le patrimoine ? Il faut ensuite tenir compte de l'incertitude : est-il très grave de laisser se dilapider le patrimoine destiné à la génération future ? C'est une question probabiliste. Il faut se poser les deux questions.

Vous employez l'expression de pari pascalien. Les économistes parlent de différence entre risque et incertitude. Le risque, c'est quand on peut probabiliser, l'incertitude quand on ne peut pas.

Pour une part, nous sommes dans le domaine du risque, pour une part dans le domaine de l'incertitude. L'incertitude, c'est quand nous ne savons pas vraiment ce que provoquerait une dérive de l'effet de serre ou un réchauffement. Les géophysiciens sont à peu près d'accord pour dire que, pour un doublement du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, on augmenterait la température moyenne de 3 degrés. L'incertitude commence quand on veut savoir ce que cela provoquera. On ne sait pas, même si on a deux ou trois énormes modèles là-dessus, s'il pleuvra plus ou moins au Maghreb. On n'en sait rien.

On peut provoquer un phénomène d'exode à la Gengis Khan avec un réchauffement de 3 degrés, provoquant l'obligation d'évacuer l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc vers des cieux plus cléments, ou avoir seulement une certaine modification du climat. C'est une incertitude, qui n'est pas du tout probabilisable. Faudra-t-il évacuer l'Égypte, parce qu'il ne pleuvra plus sur le Nil ? Avec une ville comme Le Caire, qui aura 20 millions d'habitants dans quelques années. On ne pourra pas les alimenter en eau par tankers, et on ne sait pas vers où les diriger. Que fera-t-on de ces populations ?

Nous aurons le même type de problème pour le Bangladesh. Si la montée des eaux est de 30 ou 60 centimètres, le tiers ou les deux tiers de ce pays seront noyés ! Cela fait du changement. Dans un cas, c'est un problème de déménagement intérieur, dans l'autre, la population du Bangladesh doit être déportée en Inde. Quand on se souvient des aménités de la scission Inde-Bangladesh, vous voyez le problème. Comme ces deux puissances auront la bombe atomique au moment où la question se posera, vous imaginez la nature du produit "probabilité par conséquence".

L'espérance mathématique d'un désastre est entre zéro et l'infini, mais la possibilité d'avoir un véritable désastre géostratégique est réelle. On peut essayer de limiter cela par toute une série de règles un peu empiriques que M. Herbert SIMON, prix Nobel il y a quelques années, appelait "rationalité limitée". On ne sait pas exactement, on n'a plus de règles vraiment précises, alors on a des recettes.

Première recette, "le principe de précaution". Si une pratique peut avoir des conséquences irréversibles et graves, il faut l'éviter jusqu'au moment où on trouve une technique pour faire autrement. Si vraiment ce que l'on attendait de cette technique était nécessaire, on attend cette nouvelle technique pour le réaliser, et en attendant, on attend. Ce n'est pas dramatique, l'humanité s'est passée après tout du nucléaire et même du pétrole pendant très longtemps. Dès lors qu'elle en a eu les moyens, elle les a utilisés. Si on s'aperçoit que cela peut être très dangereux, on peut suspendre, faire un moratoire.

Mais le principe de précaution n'implique pas toujours un moratoire. Il y a des formes dégradées du principe de précaution consistant à dire : "On va appliquer au moins les mesures qu'on aurait appliquées de toute façon pour d'autres raisons". Cela s'appelle les "stratégies sans regret". Un exemple en est la politique du gouvernement d'appliquer l'écotaxe sans le dire.

Vous savez que la commission de Bruxelles a proposé, en même temps qu'on préparait la conférence de Rio, un rapport pour donner la position européenne : Oui, on accepte de revenir en l'an 2002 au niveau de 1990 pour le dégagement de gaz carbonique. Pour cela, on va créer une écotaxe frappant les consommateurs de sources d'énergie polluante. L'Allemagne y est prête, la

Hollande l'applique déjà, la plupart des pays scandinaves qui viennent d'entrer dans la Communauté aussi. Mais la France traîne les pieds, disant qu'elle veut bien, à condition que les Etats-Unis en fassent autant. Quant à tous les pays de la Communauté qui fondent leur compétitivité sur les bas salaires et des normes environnementales laxistes, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, ils s'y opposent.

Que faire en attendant ? Nous sommes dans la situation où l'on ne sait pas, où l'on n'est pas obligé, pour l'instant, d'augmenter le prix de l'énergie. On n'a pas encore passé un accord. Mais si les Etats-Unis par exemple acceptent, brutalement tous les arguments contre l'écotaxe tombent. Celle-ci est appliquée, et les pays qui ne s'y seront pas préparés, qui n'auront pas relancé les économies d'énergie, notamment dans l'automobile, se retrouveront "le bec dans l'eau" parce qu'ils ont perdu du temps par rapport aux autres, notamment l'Europe du Nord.

On applique donc l'écotaxe non pas au nom de l'écologie, mais au nom de l'économie budgétaire. Mais on le fait mal puisqu'on ne le fait pas explicitement dans ce but : on augmente plus l'essence sans plomb que l'essence avec plomb, plus l'essence et moins le gazole. On le fait uniquement pour équilibrer le budget et pour des considérations électorales et non pour des raisons écologiques. Le principe de précaution et sa forme dégradée des stratégies sans regret ont besoin de raffinement.

Le raffinement, c'est une réflexion sur ce que l'on appelle les outils, les instruments, pour passer d'une stratégie en termes d'objectifs à une stratégie en termes d'instruments. Attention, il s'agit d'un grand débat, le pont aux ânes des économistes de l'environnement. Faut-il avoir des stratégies d'objectifs ou d'instruments ?

Stratégie d'objectifs consiste à dire qu'en l'an 2000 on revient tous au niveau de production de gaz carbonique de 1990. Stratégie d'instruments veut dire qu'on applique tous une écotaxe. Est-ce que cela permettra de revenir en 2000 au niveau de 1990 ? On n'en sait rien, mais au moins on se coordonne sur les instruments. Tout le monde est au même niveau d'écotaxe, au même prix pour l'énergie. Ce débat, nous n'aurons pas le temps de l'épuiser ici. Il faut être très souple, combiner les deux, avancer les objectifs chaque fois que la stratégie d'application des normes est la meilleure, et c'est le cas lorsqu'on attend beaucoup des économies d'échelle.

Annoncer que tous les réfrigérateurs, que toutes les voitures doivent consommer moins à partir de telle date est le meilleur moyen de dire aux industriels qu'ils doivent s'y mettre. Le coût serait élevé si on ne faisait que quelques voitures très économes, mais si toutes les voitures doivent l'être, cela coûtera moins cher.

Les stratégies d'instruments telles que les écotaxes, les impôts, etc, qui entraînent un coût élevé de l'essence, laissent le droit de polluer, mais en y mettant le prix. C'est très bien, à condition d'avoir plusieurs techniques substituables. Par exemple, on peut dire qu'on ne construira pas de voitures urbaines consommant très peu d'essence car, si les gens veulent dépenser beaucoup d'argent en utilisant leur voiture en ville, c'est leur problème. Simplement, l'essence sera très chère et avec cela on financera les transports en commun. Ainsi, les gens prendront, en général, les transports en commun et, de temps en temps, leurs voitures, ce qui est plus efficace du point de vue de l'investissement.

Des écotaxes amènent les gens à réguler eux-mêmes leurs économies, comme ils veulent. C'est une stratégie totalement différente de celles des normes,

car fondée sur l'idée qu'on ne va pas coordonner le changement technique. On perd beaucoup sur les économies d'échelle.

Ce serait trop long de détailler. On a commencé, dans la commission du plan *Croissance et environnement*, à poser quelques règles. M. GODARD, notamment, a fait tout un tableau sur les différents cas et les différentes stratégies pour que le pari devienne moins pascalien et introduire un peu plus de rationalité dans cette incertitude.

Abordons votre deuxième question sur les apports du souci de l'environnement dans la compétitivité. Votre question a deux niveaux : l'effet propre à la France, puis à l'humanité. La compétitivité est un jeu à somme nulle. Ce qu'un pays gagne, l'autre le perd. On a intérêt à pratiquer l'égoïsme sacré : autant que ce soit le pays d'à côté qui perde. J'ai toujours été agacé par le slogan : "Vive la France qui gagne", mais quand il y a la guerre, autant que nous gagnions.

Les Japonais ont bien compris le problème. Pendant que tout le monde faisait du lobbying à la conférence de Rio, il y avait une grande foire à São-Paulo avec une exposition sur les techniques de l'énergie propre. Je crois que le Japon faisait 80 % des stands d'exposition à lui seul.

Dans les grands hôtels où nous étions logés à la conférence de Rio, outre la Bible, nous avions sur notre table de nuit un petit livre traduit dans toutes les langues, mis en place par une firme japonaise. C'était : "nous avons déjà les moyens de contrôler."

Ils avaient anticipé que la négociation sur le climat déboucherait sur un système de quota par pays quant au droit à dégager de l'effet de serre, et le petit livre montrait de quelles technologies le Japon disposait pour mesurer et contrôler le niveau de dégagement de gaz à effet de serre par pays. Vous imaginez l'anticipation. La conférence n'avait pas commencé, on ne savait pas sur quoi cela déboucherait. Finalement d'ailleurs, elle n'a pas débouché sur cela.

M. le PRESIDENT.- C'est une véritable arnaque !

M. LIPIETZ.- Mais ils avaient déjà les instruments pour mesurer. Vous voyez qu'il est très possible que des réglementations mondiales interviennent. Même si, nous, nous ne sommes pas écologistes, si notre pays ne choisit pas un modèle de développement soutenable, il peut y être contraint par des accords internationaux, et les pays les mieux préparés auront une longueur d'avance et, comme d'habitude, prendront les emplois des autres.

Il est très clair que, derrière la position de l'Allemagne, de la Scandinavie et du Japon, très en pointe pendant la conférence de Rio pour appliquer les normes environnementales les plus contraignantes, il y avait explicitement une stratégie de "tordre le cou" à l'industrie des Etats-Unis et de l'Europe du Sud. C'était une forme, non pas de dumping écologique, mais au contraire de mercantilisme écologique, consistant à dire à la fois : "Les pays ne répondant pas aux normes n'auront plus le droit d'exporter chez nous, et même, on va leur imposer d'autres normes afin qu'ils soient obligés d'importer nos techniques."

Du point de vue de la compétitivité, on a intérêt à anticiper un mouvement irréversible. Je disais que protéger les générations futures relève à la fois des bonnes intentions et du devoir d'Etat. Cela dit, dans quelques années, nous en serons à la génération future : ce qui aujourd'hui relève des bonnes intentions

deviendra en 2020 de l'ordre de l'opération de secours. On peut espérer que, si on prend des mesures à temps, on pourra le faire de façon douce. Si on le fait en 2020, ce sera beaucoup plus contraignant et relèvera de l'éco-autoritarisme. On vous dira : "Eteignez votre pipe," pour reprendre l'exemple du capitaine Haddock. A ce moment-là, les pays les plus avancés écologiquement rafleront tous les marchés de la planète.

Maintenant, vous pensez sans doute à un autre effet, qui lui est mutuel, c'est-à-dire que tous les pays gagneront en même temps si on se réoriente vers des stratégies plus soutenables. Je crois que c'est vrai dans le cas de l'énergie. Si vous lisez l'histoire de l'énergie et des techniques, c'est l'histoire de la baisse de l'efficacité de l'énergie. Vous savez que la machine humaine est l'une des machines thermiques les plus efficaces du monde (pour ceux qui ont fait de l'ingénierie). Le corps humain a un rendement thermique excellent. Le nombre de calories qu'on peut mettre en oeuvre avec nos muscles, par rapport au nombre de calories, qu'on mange est énorme. Peu de machines ont le même rendement. Mais pour prolonger l'efficacité du corps humain, toute l'histoire des techniques a consisté à mettre en oeuvre des prolongements de nos bras, et le rendement thermique global devient vraiment catastrophiquement bas.

Dans l'agriculture, aujourd'hui, la quantité de calories qu'il faut consommer pour produire une calorie sous forme alimentaire est pratiquement une autre calorie ! Simplement, l'agriculture devient maintenant une vaste machine à transformer le goût des calories, si vous comptez ce que vous avez mis comme engrais, etc. C'est idiot. Si on pouvait consommer directement le pétrole, ce serait plus rentable.

Il est évident que cette sorte de catastrophe de l'histoire énergétique était fondée sur l'idée que l'énergie, le pétrole, l'environnement ne coûtaient rien, et que ce n'était pas la peine de dépenser de l'argent pour cela. Bien sûr, le nucléaire n'allait rien coûter, à condition de ne pas compter les déchets, le pétrole ne coûtait rien à condition de ne pas compter l'effet de serre qu'il allait produire en brûlant...

On a remplacé la consommation de travail humain par la consommation d'énergies polluantes, mais sans compter la pollution. Et, d'une certaine façon, toute la réglementation écologiste aboutit à revenir au contraire vers une amélioration de l'efficacité de l'énergie.

Je donnerai un seul exemple : la Corée a fait toute sa croissance depuis 1972 sans augmenter sa consommation d'énergie. Elle a eu 8 % de croissance par an depuis 1972 et elle a augmenté de 8 % par an la productivité de l'énergie. En effet, lorsque la Corée a commencé à décoller, c'était au moment du premier choc pétrolier, l'énergie est devenue plus chère relativement au travail humain, et cela valait la peine de faire des économies d'énergie.

Revenir à une agriculture plus paysanne, sans aller nécessairement jusqu'à l'absolutisme de l'agriculture biologique, mais à une agriculture utilisant davantage le savoir-faire humain que les intrants chimiques, aboutirait à sauver beaucoup plus d'emplois dans l'agriculture, tout en diminuant drastiquement la pollution. Vous savez qu'aujourd'hui la moitié des communes de Bretagne n'ont plus l'eau courante au robinet, tant les nappes phréatiques sont polluées. Il faudrait l'application d'une nouvelle réglementation.

C'est la même chose pour la branche énergie : fabriquer un kilowatt/heure nucléaire revient au même qu'économiser un kilowatt/heure. Mais ce n'est pas du tout la même chose en termes de contenu en travail humain. Une centrale nucléaire, on la fabrique et elle fonctionne avec 20 personnes pendant

trente ou quarante ans, quand tout se passe bien -je ne parle pas de Super Phénix qui demande tellement de réparateurs que c'est un véritable gisement d'emplois et il faudrait en faire beaucoup d'autres pour lutter contre le chômage !

Dans la plupart des cas, le kilowatt/heure économisé entraîne du travail d'artisans qui vont dans les appartements colmater les courants d'air, mettre des parois isolantes contre le bruit et le froid. Le contenu en emplois de l'économie d'énergie est fabuleux, ne serait-ce que parce que le gaspillage que nous connaissons pratiquement depuis la révolution néolithique est en soi un champ d'expansion pour les économies d'énergie, mais qui devra se transformer en plus de travail humain.

Même sans compter la compétitivité, c'est-à-dire sans prendre d'emplois aux voisins, cela représente un véritable objectif positif de croissance de l'emploi.

M. le **PRESIDENT**.- Mes chers collègues, d'autres questions à M. LIPIETZ ?

Etes-vous frappés de stupeur ?

M. **ROULET**.- M. le Président, une première réaction, si vous me permettez, qui a trait à la réflexion commencée ce matin, *croissance et environnement*.

On peut être séduit effectivement, à première vue, par le modèle de développement que nous propose M. LIPIETZ, reposant sur une réduction du temps de travail et l'accroissement du temps libre. Mais j'ai l'impression qu'il y a, sous-jacent, l'adhésion ou la défense même de certaines théories qu'on a connues dans le passé, qui étaient celles du Club de Rome, vantant les mérites de la croissance zéro ou de la réduction de la croissance.

Il s'agit pour nous de savoir si la défense de l'environnement est un facteur de croissance ou, au contraire, un frein. La réduction du temps de travail peut être un élément de création d'emplois comme vous l'avez dit, encore faut-il avoir un pouvoir d'achat à distribuer pour que le temps libre, qui sera donné par ce biais, puisse être utilisé d'une manière intéressante.

Sans croissance, on ne voit pas comment on peut distribuer ce supplément de pouvoir d'achat pour bien utiliser le temps libre supplémentaire. C'est là, me semble-t-il, une contradiction dans la démarche. Nous disons d'ailleurs au rapporteur, d'entrée de jeu, que pour nous, s'il y a une option à prendre dans le cadre du rapport, c'est que la défense de l'environnement doit conduire à une augmentation de croissance, car c'est vraiment la croissance qui crée l'emploi. On a peut-être une religion dans ce domaine, mais on pense qu'en dehors de la croissance, il n'existe pas beaucoup de moyens pour créer de l'emploi véritable et durable.

M. **LIPIETZ**.- Il faut distinguer deux choses un peu différentes que j'ai quelque peu mélangées, l'effet "de marche" et l'effet en régime. Aujourd'hui on a besoin de réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage. Supposez qu'une fée supprime d'un coup de baguette magique les chômeurs, cela n'aurait aucun effet contre le chômage, car il se créerait immédiatement de nouveaux chômeurs à cause d'un problème de régime : chaque année les gains de productivité recommenceraient et, chaque année, on se poserait la question : qu'en fait-on ?

M. **ROULET**.- On sait ce qu'on en ferait.

M. LIPIETZ.- Le capitalisme a toujours résolu la question depuis 1830 en mélangeant trois choses : plus de consommation individuelle, plus de consommation collective ou moins de temps de travail. En 1850, on passait 50 % de sa vie éveillée à travailler et aujourd'hui seulement 17 %. Le gain de temps libre est colossal depuis les origines.

Je suis de ceux qui pensent, parmi les économistes, que si nous avons 12 % de chômage en France alors qu'en Allemagne de l'Ouest il n'y en a plus que 6,5 %, c'est parce que l'Allemagne a continué ce mouvement historique, qui est une des plus anciennes aspirations du mouvement ouvrier, de réduction du temps de travail tout au long des années 80, alors que la France l'a arrêté.

Vous posez la question de savoir si la réduction du temps de travail signifie la croissance zéro.

On va commencer à se poser la question : la croissance zéro de quoi ? Dans les premiers cours d'économie, on commence par vous dire que la croissance est celle du produit marchand. Ce qui revient à dire que, quand un homme épouse sa femme de ménage, il diminue le produit marchand parce qu'elle commence à faire gratuitement ce qu'elle faisait en étant payée. Ceci veut dire qu'il suffit de divorcer pour augmenter le produit marchand, à condition de garder sa femme comme femme de ménage, naturellement. Cela fait rire les lycéens quand on le leur dit.

Le problème c'est qu'une bonne partie de la croissance dans le tiers monde est du même type. Dans les structures communautaires antérieures tout se faisait de façon marchande. Peut-être avez-vous vu le film d'Ouedraogo sur le Burkina Faso, "L'Emigrant". On voit un jeune homme qui quitte sa communauté, où il était forgeron. Une femme de son village lui apportait sa soupe directement à l'atelier. Il va à Ouagadougou, il fait le même travail, il sort de l'argent de sa poche pour payer une femme qui, sur le trottoir, fait la même soupe. Le PNB a augmenté. Du point de vue de la valeur d'usage, il n'y a pas de différence entre les deux cas, on est simplement passé dans les rapports marchands.

La réduction du temps de travail provoque-t-elle un effet de ce genre ? Il va être très largement compensé. Vous aurez plus de gens qui iront au théâtre, plus de troupes de théâtre et plus d'argent en circulation. En revanche, plus de gens bricoleront, ils feront peut-être moins appel à des artisans. Du point de vue de notre richesse et de notre niveau de vie, tout cela est parfaitement secondaire. Nous aurons les mêmes services rendus.

Maintenant, examinons le point de vue du résultat final. Il est possible que nous achetions autant de livres et de télévisions qu'avant. Imaginons un régime dans lequel tous les gains de productivité sont utilisés à réduire le temps de travail, vous gardez votre pouvoir d'achat pendant les cinquante prochaines années, on fait une redistribution -certains étant très riches et d'autres très pauvres, on égalise tout cela-, et le pouvoir d'achat moyen par tête ne bouge plus. Le temps libre deviendra-t-il moins intéressant ?

Les gens apprendront à faire de la planche à roulettes qu'ils avaient achetée quelques années auparavant, mais sans avoir le temps d'apprendre. Ils liront l'Encyclopédia Universalis qu'ils avaient achetée en plusieurs années sans avoir le temps de la lire. Au lieu d'utiliser leur voiture pour aller en ville et l'user dans les embouteillages, ils prendront le tramway ou le bus pour aller travailler et utiliseront la voiture pour aller en vacances. Puis, comme ils auront trois mois de vacances au bout d'une vingtaine d'années avec la croissance du temps libre, au

lieu de faire l'Italie à toute vitesse en quinze jours, ils iront trois fois de suite, mais en bus, à pied, etc. Puis il y a de nombreuses activités que vous connaissez très bien qui ne demandent pas un sou. Il suffit de s'entendre !

Maintenant, du côté de l'emploi, ce sera toujours la même chose. On aura simplement utilisé tous les gains de productivité pour créer des emplois, sans augmenter le niveau de consommation. Est-ce de la croissance zéro au sens du Club de Rome ? Ce n'est pas du tout la même chose. C'est la croissance zéro du niveau matériel. On a besoin de moins en moins de matière pour "s'activer". Cela ne voudra pas forcément dire : diminution de la croissance commerciale.

Peut-être y aura-t-il plus de gens qui feront du théâtre et plus de gens qui iront au théâtre ? C'est possible, on ne peut pas préjuger comment cela se passera. Des activités tertiaires se développeront peut-être. Les gens utiliseront mieux leur ordinateur, et pour cela l'industrie du logiciel se développera davantage.

Aux Etats-Unis, une étude faite au moment du disque vinyle montrait qu'en moyenne il n'y avait que deux disques par chaîne hi-fi. Comme des tas de gens ont des discothèques, cela veut dire que la plupart des chaînes hi-fi avaient été achetées avec un seul disque. Ils avaient acheté la chaîne parce qu'il fallait, mais ils n'avaient qu'un seul disque. Quand il n'y a pas de temps libre, c'est assez normal. L'industrie du disque se développera par rapport à l'industrie de la chaîne hi-fi, l'industrie de l'enregistrement également.

Beaucoup de gens achètent un ordinateur domestique, ils n'ont pas le temps de l'utiliser. L'industrie du programme, celle de la matière grise se développeront au détriment des industries matérielles car les gens auront le temps d'apprendre.

M. FOURÇANS.- J'avais plusieurs questions qui ont plus ou moins été traitées. Je voudrais faire une remarque sur la position prise par notre orateur selon laquelle, si le taux de chômage est plus bas en Allemagne que chez nous, c'est parce que la durée du travail est plus faible. C'est un peu lapidaire. On peut donner l'exemple du Japon où la durée de travail est plus importante et où le taux de chômage est plus faible que chez nous. Votre position et votre exemple étaient un peu trop rapides, il faut être prudent dans ce genre de position.

Deuxième point sur le temps libre, qui rejoint la question de **M. ROULET**. Je suis d'accord, sur le plan personnel, pour avoir plus de temps libre. Le travail fatigue, je préférerais passer plus de temps à lire l'Encyclopédia universalis, bidouiller mon ordinateur ou aller au cinéma ou d'autres activités moins coûteuses, comme vous le disiez précédemment. Mais est-ce que les gens sont d'accord ?

Aujourd'hui les chômeurs ont beaucoup de temps libre. Est-ce qu'ils passent leur temps à lire une encyclopédie ou à utiliser un ordinateur ? La question du pouvoir d'achat se pose, donc celle de la croissance. Vous ne pouvez pas dire qu'il faut développer le temps libre sans penser aux revenus des gens. Malheureusement jusqu'à présent les revenus ne viennent que d'une augmentation de la productivité. On peut toujours discuter de la croissance marchande ou non marchande. Il ne faut pas négliger le côté revenus et pouvoir d'achat.

Troisième point -peut-être ai-je mal compris-, vous avez l'air de dire qu'une augmentation de la croissance entraîne une augmentation de la pollution. Je crois qu'on ne peut pas dire cela non plus. Le progrès technique existe.

La voiture pollue moins aujourd'hui qu'elle ne polluait avant. On a des pots catalytiques, du sans plomb -bien qu'il y ait peut-être d'autres effets pervers. Dans les villes, le chauffage pollue moins qu'auparavant depuis la disparition du chauffage au charbon. Des progrès techniques permettent d'avoir une croissance moins polluante, des industries propres, une augmentation des services non polluants. J'ai l'impression que vous l'oubliez dans votre raisonnement et dans votre prise de position.

Un autre point que vous oubliez, même si vous en parlez de temps en temps, c'est le coût de tout cela. Vous disiez être obligé de prendre votre voiture le soir pour aller au cinéma parce qu'il y avait moins de métros. D'accord, mais s'il y avait davantage de métros, quel serait le coût pour la collectivité ? Il faut tenir compte des coûts. Toute l'évolution de la civilisation et l'augmentation du bien-être viennent du fait qu'on sait utiliser les ressources rares de façon plus efficace. Vous l'oubliez un peu, même si vous le mentionnez de temps en temps dans votre discours.

M. LIPIETZ.- Peut-être n'ai je pas assez insisté, mais il y a quand même plusieurs niveaux des coûts affectés à la pollution. Premier niveau : faire des produits de meilleure qualité, deuxième niveau : changer le rapport des branches, tout cela c'est de la croissance.

La lutte contre la pollution implique que les produits soient meilleurs. On va donc travailler plus longtemps dessus, ils auront plus de valeur, même si la productivité augmente, et il y aura de la croissance. Augmenter le système de transports en commun, c'est aussi de la croissance. Il s'agit d'un grand chantier comme un autre. Je croyais avoir insisté sur ce point. Sur le plan macroéconomique, c'est un problème de reconversion mais une croissance comme une autre.

M. FOURÇANS.- A condition que ce soit rentable d'un point de vue macroéconomique. On ne peut pas faire n'importe quoi pour ne pas polluer, en perdant toute rentabilité.

M. LIPIETZ.- Le tout est de savoir combien nous acceptons de payer. Si on dit : "les générations futures se débrouilleront avec nos déchets", on les leur laisse. Ainsi, même le nucléaire devient rentable : les générations à venir s'arrangeront pour démanteler nos centrales. Ce n'est pas la peine de construire des usines incinératrices qui coûtent de l'argent, il n'y a qu'à tout laisser dans un coin.

Mais si on veut laisser aux générations futures une planète aussi propre qu'on l'a trouvée en arrivant, le progrès technique n'existera que si on le rend obligatoire.

M. FOURÇANS.- On sait comment traiter l'externalité.

M. LIPIETZ.- Les gens n'accepteront de payer l'externalité que si on met un règlement. Si quelque chose ne coûte rien, personne ne va dépenser de l'argent pour l'éliminer.

Si on considère le problème du bruit, on s'aperçoit qu'il est presque impossible de faire un marché sur le bruit. On va plutôt faire un règlement. S'il n'y

a pas de règlement anti-bruit, les gens ne dépenseront pas d'argent dans ce domaine. Ils prendront des dispositions, peut-être, s'ils sont persuadés que leurs voisins viendront leur "casser la figure". Le règlement d'Etat est un moyen d'éviter qu'on en vienne aux mains et d'obliger les gens à isoler phoniquement leurs dancings, ou autres.

Sans règlement ou sans taxe, les gens n'ont aucun intérêt à lutter contre les externalités et à dépenser de l'argent. Le progrès technique, une fois que le règlement ou la taxe existe, permettra d'accélérer la baisse des coûts pour répondre à cette obligation. La Corée a fait toute sa croissance sans augmenter sa dépense d'énergie parce que, à ce moment-là, une espèce d'écotaxe miracle est arrivée, le choc pétrolier.

Pour le métro, c'est pareil. Vous aviez des rues faites pour les piétons et où on a fait circuler les voitures, la voiture est moins chère que le métro, c'est évident.

Quand vous devez percer des autoroutes à travers le réseau urbain en indemnisant, en plus, les riverains -ce qui est notre problème, au Conseil régional d'Ile-de-France-, très vite on arrive à convaincre tout le monde, tous partis confondus, qu'il est plus rentable de se dire qu'on est entré dans une impasse. Il vaut mieux maintenant faire des transports en commun, baliser toute la banlieue de transports en site propre, même si ce ne sont pas des tramways, au moins des bus en site propre. C'est beaucoup moins cher que de laisser la voiture tout envahir et se dire ensuite qu'on est dans un océan d'embouteillages et que la génération future aura à gérer tout cela, parce que la génération future finit par arriver.

Nous sommes la génération future de ceux qui, en 1960, ont commis l'erreur de faire du tout-automobile en Ile-de-France. Le métro apparaît comme miraculeusement peu cher et on continue le progrès technique. Si le métro doit fonctionner jour et nuit, même avec une moindre fréquentation, on fait des métros modulables, des métros automatiques, des rames du type Aramis où la nuit ne circule qu'un wagon, ce qui consomme moins d'énergie et on n'a pas besoin de conducteur.

Je crois que le couple "politique de réglementation pour externaliser les frais et écotaxe" engendre plus de dépenses pour l'environnement, mais c'est la prise en compte d'une dépense qui avait lieu auparavant mais qu'on ne comptait pas. On tient maintenant compte de la destruction du silence et du patrimoine. Ensuite, comme on est forcé de la prendre en compte, alors le progrès technique se déclenche et rend cette mesure moins coûteuse qu'on ne l'avait imaginé auparavant.

De ce fait, je ne crois absolument pas qu'une réduction du temps de travail aboutira à une baisse du pouvoir d'achat. Il y aura des gains de productivité de toute façon pour d'autres raisons. En fera-t-on de la hausse du pouvoir d'achat ou de l'augmentation du temps libre ? Aujourd'hui, tous les sondages montrent que les gens veulent du temps libre. Quant aux chômeurs, c'est une mauvaise plaisanterie : ils ont du temps libre mais pas de quoi vivre.

Nous avons aujourd'hui besoin -toutes les études économiques concordent- d'un partage du travail. C'est différent d'une réduction du temps de travail, car il s'agit d'une réduction du temps de travail plus rapide que les gains de productivité, c'est-à-dire en quelque sorte d'un rattrapage en un seul coup pour lutter contre le chômage. Tout le monde s'accorde à dire que c'est la voie la plus efficace, sans perte de pouvoir d'achat s'il y a un certain "repartage" des revenus.

Les chômeurs n'ont ni la reconnaissance sociale ni l'argent. Ils ont besoin d'un emploi.

Dernier point, pour le Japon, c'est vrai, mais le Japon a un secteur immense d'économie que l'on qualifierait d'informelle. Quand vous arrivez au Japon en avion à Osaka, vous avez l'impression de survoler São-Paulo, il y a un océan de petites maisons qui sont des petits ateliers. Cela représente environ deux tiers de la force de travail occupée au Japon. Ces petits ateliers presque, informels, sont soigneusement entretenus par le système de civilisation japonaise. Il en est de même pour le petit commerce, on n'ouvre pas de grands commerces et on fait attention à bien entretenir le secteur de l'artisanat.

Si on appliquait au Japon l'intensité de la concurrence qui règne à l'intérieur de la Communauté européenne, il s'alignerait sur l'Allemagne, raserait toutes ses échoppes, créerait des grands magasins. Il y aurait des chômeurs. Le Japon a modernisé presque uniquement ce qui va à l'exportation. Tout ce qui est protégé relève plutôt du Moyen-Age. Le Japon procéderait probablement comme les Allemands, c'est-à-dire par une baisse du temps de travail.

M. GEVREY.- Il y a une ambiguïté dans l'emploi des termes du "temps libre". Il faudrait avoir une réflexion sur le sens qu'on donne à cette expression car, pour une partie de ceux dont nous parlons, le temps libre est parfois celui pendant lequel ils travaillent. Les temps contraints se trouvent souvent dans le vide entre le sommeil et le travail.

Cela amène une réflexion. Au travers de ce que vous dites existe un pari sur les comportements, d'où mon autre remarque : comme tout part quand même de l'enfance et prend ses racines au travers de l'éducation, est-ce qu'il ne faut pas d'une façon tout à fait concomitante procéder à une révision et à une approche renouvelée de cette problématique de l'environnement dès l'enfance, dans l'ensemble des apprentissages scolaires, éducatifs, voire même universitaires ?

M. LIPIETZ.- Tout à fait. J'ai connu un peu le va-et-vient. Juste après la guerre, c'était une époque où on était économe, c'était encore la vieille France. J'ai dû apprendre à laisser la lumière allumée. Ma grand-mère me disait d'éteindre en sortant, et mon père lui disait qu'on usait davantage la lampe à allumer et à éteindre. Le livre de Louis ARMAND et Michel DRANCOURT, expliquait que si les Français continuent à économiser, ils ne seront jamais riches, car c'est la production de masse, donc le gaspillage, qui permet de s'enrichir. Et mes camarades écolos en reviennent maintenant à me dire d'éteindre la lumière en sortant de la pièce. J'aurai connu tout le va-et-vient, c'est le cas de le dire !

Effectivement l'éducation aura un rôle fondamental, notamment l'éducation au temps libre. Il est connu que beaucoup de retraités meurent dans l'année du passage à la retraite. C'est un chiffre significatif. Ce n'est pas dû seulement à l'effet de fatigue, c'est l'effet de panique qui naît de l'absence d'éducation à utiliser son propre temps libre. On a parlé de Pascal tout à l'heure. C'est vrai que le travail est une façon de se divertir de la mort. Le sport, l'activité culturelle sont d'autres moyens.

D'une certaine façon, il faut apprendre à maîtriser la vie avec quelqu'un d'autre dans une maison quand on a beaucoup de temps libre -ce n'est pas quelque chose de très facile-, il faut regarder le vieillissement en face et sortir de la routine. C'est difficile à apprendre. Il est tout à fait exact que le temps libre doit s'apprendre. Cela s'appelait "culture", dans le temps.

Je crois que, d'une certaine façon, on a trop tendance à dire que l'école doit préparer à l'activité professionnelle. Je crois que c'est une grande catastrophe maintenant que l'école donne une éducation de masse. Quand c'était l'élite, on lui apprenait à la fois un métier et à vivre. Aujourd'hui, comme c'est une éducation pour les masses, on lui apprend simplement un métier. C'est une erreur car ce métier sera seulement 17 % de son temps.

On doit aussi apprendre à l'école à jouir du temps de vivre. L'école doit revenir à sa mission de formation à la culture générale qu'elle a abandonnée. C'est l'apprentissage à l'autonomie, à prendre des décisions, à goûter aux plaisirs de la vie.

M. le PRESIDENT.- Merci infiniment. Ce que vous nous avez dit a été très intéressant et va nous permettre d'approfondir un certain nombre de points.